

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

INFORMATION
INFORMATISCHE AUFZEICHNUNG
INFORMATION MEMO

NOTE D'INFORMATION
NOTA D'INFORMAZIONE
TER DOCUMENTIE

Brussels, October 1978

COKING COAL: THE COMMISSION PROPOSES THAT COMMUNITY AID SHOULD GO UP FROM 31 TO 70 M. EUA¹

On a proposal from Mr. Brunner, the Commission adopted an improved aid scheme for coking coal and coke under which in particular, new rates of aid will apply for the marketing of coking coal and coke intended for the Community steel industry.

The Commission has accepted that if the Community's coal policy is to be implemented properly the current arrangements must be improved. The new rates will take Community aid from 31 to 70M.EUA. The increment will be shared between the nine Member States.

The Commission's proposal is due to be discussed by the Council at its meeting on 11 December.

The aim is to maintain the production of coking coal at a significant level in the Community as a factor both in security of the steel industry's supplies and in achieving the objectives for coal under the energy policy.

Current arrangements for coking coal were introduced on 25 July 1973 and in 1977 were extended until 1981, but rates of aid and Community financing were only agreed for the period up to the end of 1979. These rates no longer keep the arrangements sufficiently effective. It has therefore been agreed to increase them significantly with effect from 1 January 1979. The other main features of the scheme are retained.

Marketing aid is intended to make Community coking coal, the supply of which is an important part of intra-Community trade, more competitive with imported coal. The maximum tonnage attracting this assistance is 15 million tonnes per year. The new rates of aid will be financed by contributions from the steel industry, the ECSC Budget and the nine Member States.

The current problems faced by coking coal result from the concurrence of three main factors in recent years: the fall in steel output, the appreciation of community currencies against the dollar and the diverging movement of sea freight rates and European transport costs.

The fall in steel output has brought a reduction in sales of coking coal: in 1977 Community blast furnaces used 44 million tonnes of coke compared to 60 million tonnes in 1974. Intra-Community trade in coking coal and coke has gradually fallen from 20 million tonnes in 1974 to approximately 12 million tonnes in 1977.

¹ COM(78)516

The gap between prices on the world market, which have remained comparatively stable, and the production costs of coking coal has widened because of the appreciation of Community currencies, especially the Deutschmark, in dollar terms. Rail transport charges for the main flows of intra-Community trade have increased while sea freight rates have declined. This has contributed to a cut in the revenue of Community producers. Hence the new Commission proposal provides for a significant increase in the marketing aid rate.

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

**INFORMATION
INFORMATORISCHE AUFZEICHNUNG
INFORMATION MEMO**

**NOTE D'INFORMATION
NOTA D'INFORMAZIONE
TER DOCUMENTIE**

Bruxelles, octobre 1978

**CHARBON A COKE: LA COMMISSION PROPOSE QUE LES AIDES COMMUNAUTAIRES
PASSENT DE 31 A 70 MUCE(1)**

Sur proposition de M. Brunner, la Commission a adopté un système amélioré d'aide aux charbons à coke et cokes qui prévoit notamment des nouveaux taux d'aide à l'écoulement des charbons à coke et cokes destinés à la sidérurgie de la Communauté.

La Commission a accepté que la poursuite de la politique charbonnière de la Communauté nécessite une amélioration du régime actuel. Avec les nouveaux taux d'aide, le volume du fonds communautaire passe de 31 à 70 MUCE. Le supplément est à répartir entre les neuf états-membres.

Cette proposition de la Commission devrait être discutée par le Conseil lors de la réunion prévue pour le 11 décembre.

L'objectif demeure le maintien dans la Communauté d'une importante production de charbons à coke, à la fois comme élément de sécurité de l'approvisionnement de la sidérurgie et comme facteur de la réalisation des objectifs charbonniers de la politique énergétique.

Le régime actuel relative aux charbons à coke, introduit le 25 juillet 1973, a été prorogé en 1977 jusqu'en 1981, mais les taux d'aide et le financement communautaire n'ont été fixés que jusqu'à la fin de 1979. Ces taux ne confèrent plus au régime une efficacité suffisante. Aussi il a été convenu de les majorer sensiblement à partir du 1er janvier 1979. Les autres principes essentiels du système sont conservés.

L'aide à l'écoulement est destinée à rendre le charbon à coke communautaire, fourni dans le cadre des échanges intracommunautaires, plus compétitif à l'égard du charbon importé. Le tonnage bénéficiant de l'aide est fixé à un maximum de 15 millions de tonnes par an. Les nouveaux taux d'aide seront financés par des contributions de l'industrie sidérurgique, du budget CECA et des neuf Etats membres.

Les problèmes actuels dans le domaine des charbons à coke résultent de la conjonction de trois éléments principaux au cours des dernières années: réduction de la production sidérurgique, appréciation des monnaies européennes par rapport au dollar, évolution différente des frets maritimes et des coûts de transports européens.

La baisse de production d'acier s'est traduite par une réduction des ventes de charbons à coke; en effet les hauts fourneaux de la Communauté ont consommé en 1977 44 millions de tonnes de coke contre 60 MT en 1974. Les échanges de charbons à coke et coques à l'intérieur de la Communauté ont régressé progressivement de 20 millions de tonnes en 1974 à 12 millions de tonnes environ en 1977.

A cause de la réévaluation des monnaies européennes et notamment du DL par rapport au dollar, l'écart entre les prix du marché mondial qui sont restés plus ou moins stables, et les coûts de production du charbon à coke s'est agrandi. De plus, les frets ferroviaires pour les principaux échanges intracommunautaires ont augmenté, alors que les frets maritimes ont diminué. Ceci a contribué à réduire les recettes des producteurs dans la Communauté. Pour cette raison la nouvelle proposition de la Commission prévoit une sensible augmentation du taux d'aide à l'écoulement.